

Sommes-nous entrés dans l'ère de la post-vérité ?

Afin d'expliquer des phénomènes qui infligèrent une défaite inattendue au parti des Lumières, comme Trump ou le Brexit, les analystes invoquent à satiété l'avènement de la « post-vérité ». Ce concept est devenue la clé de résolution de toutes les énigmes. Il connaît une inflation galopante, couronnée par le titre de « mot de l'année 2016 » décerné par le Dictionnaire d'Oxford, lequel définit ainsi la post-vérité : « des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles ». Arendt a raison d'écarter d'emblée cette stupide opposition : « Les faits et les opinions, bien que l'on doive les distinguer, ne s'opposent pas les uns aux autres, ils appartiennent au même domaine. Les faits sont la matière des opinions, et les opinions, inspirées par différents intérêts et différentes passions, peuvent différer largement et demeurer légitimes aussi longtemps qu'elles respectent la vérité de fait. La liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits qui font l'objet du débat »¹.

Ceux qui utilisent le concept de post-vérité, faisant fi de l'avertissement arendtien, considèrent que le monde est entré dans une nouvelle ère au cours des années 2000 : l'empire des croyances. Cette ère se caractérise selon eux par la multiplication des contre-vérités outrancières professées par les dirigeants politiques (séquence inaugurée par le flacon de Colin Powell censé prouver aux membres de l'ONU que l'Irak fabriquait des armes de destructions massives) et par l'indifférence des peuples à l'égard de la vérité. Duplicité en haut, crédulité en bas. Extrémisme, négationnisme, conspirationnisme, climato-scepticisme, créationnisme et fondamentalisme seraient les symptômes d'une érosion de la vérité.

Ce diagnostic idéalise le passé et diabolise le présent. Les théoriciens de la « post-vérité » supposent que jadis seuls les faits comptaient dans le débat politique ; *exit* les émotions, les idéaux, les narrations, l'imagination. Ils supposent qu'avant le XXI^e siècle les gouvernants agissaient en conformité avec la vérité et les gouvernés jugeaient l'action des gouvernants sur la base de faits objectifs. *Quid*, alors, de l'Inquisition, des guerres de religion, des régimes totalitaires et de la propagande publicitaire ? On peut en effet douter que ceux qui prirent part à ces lugubres épisodes eussent été guidés par un souci de vérité. La rumeur est un phénomène vieux comme le monde. Les *hoax* mettant en doute le certificat de naissance de Barack Obama ne sont que les derniers avatars d'une lignée multiséculaire de canulars malveillants qui entachèrent, de Justinien à Marie-Antoinette, la réputation des détenteurs de pouvoir. Ces mêmes détenteurs de pouvoir n'ont d'ailleurs pas attendu l'an 2000 pour fabriquer des faits portant atteinte à leurs adversaires. L'industrie des relations publiques émergea aux Etats-Unis il y a plus d'un siècle, et l'Eglise catholique est depuis cinq siècles dotée d'une commission de propagation de la foi. Ce type d'officine sont aussi respectueuses de la vérité que Jean-Claude Romand ou Christophe Rocancourt. Et que dire de la Der des der, du plein emploi, du diesel propre, du Watergate et du Rainbow Warrior : était-ce le bon vieux temps de la vérité ? Que dire d'Ernest Lavisse qui, dès 1882, suggérait de mettre l'histoire au service d'un projet politique patriotique, quitte à tordre les faits et à les enjoliver ? Que dire des délires antisémites : une pure création des années 2000, née parmi les descendants d'immigrés fans de Dieudonné, et inexistante auparavant, inexistante quand

¹ ARENDT, H., « Vérité et politique », in *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972 [1954], p. 303.

Dumont écrivait *La France juive*, inexistante quand Céline rédigeait *Bagatelles pour un massacre*, inexistante quand Barrès éruçait « Que Dreyfus soit coupable, je le conclu de sa race » ? Que dire du lobby des cigarettes qui, dans les années 1950, finança en sous-main nombre de scientifiques pour qu'ils mettent en doute le caractère cancérigène du tabac (l'industrie du sucre et des hydrocarbures n'ont rien inventé) ? Le bon vieux temps de la vérité, toujours ?

Que dire, enfin, de la rumeur d'Orléans, qui mérite un paragraphe tant elle démontre que les réseaux sociaux ne sont pas indispensables à la propagation des histoires les plus farfelues ? En mai 1969, le bruit court que des jeunes femmes auraient disparu dans les cabines d'essayage de magasins de lingerie d'Orléans. L'histoire ne s'arrête pas là. Avidé de détails, les journaux ajoutent que ces magasins sont tenus par des Juifs et que ces femmes sont acheminées, *via* un sous-marin qui remonte la Loire, dans les pays de l'Est où elles sont livrées à des réseaux de prostitution. Aucun fait n'étaye ces on-dits. En revanche, il est utile de préciser que, d'après une étude sociologique menée par Edgar Morin, la presse joua un rôle crucial dans la naissance et la propagation de cette légende urbaine².

Chez les théoriciens de la post-vérité, l'idéalisation du passé se double d'une diabolisation du présent, puisqu'ils considèrent, comme le suggère un de leurs maîtres avec une franchise peu commune, que « le citoyen typique, dès qu'il se mêle de politique, régresse à un niveau inférieur de rendement mental »³. Le citoyen, à leurs yeux, se laisse duper par les beaux discours du premier démagogue. Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage ; qui veut se délester du peuple l'accuse de la post-vérité. On se souvient de Bertolt Brecht : « Puisque le peuple vote contre le gouvernement, ne serait-il pas plus simple de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? » Or, comment mieux préparer cette dissolution qu'en présentant le peuple comme une bande d'incapables ?

Là encore, la réalité dément la théorie : la massification de l'accès à l'éducation, la profusion des sources d'information et la mise en réseau des acteurs ont permis à de nombreux segments de la population mondiale d'accéder à une connaissance plus pointue et d'aiguiser leur jugement. Si le XXI^e siècle comporte indéniablement sa part de sottise et de crédulité, il génère aussi un surcroît de rationalité, grâce à des médias indépendants, des organisations non gouvernementales, des partages de données et de nouvelles formes de vigilance citoyenne.

La « post-vérité » est donc un concept sans fondement empirique et, également, une paresse de l'esprit.

Il est bon, quand on utilise une notion, de savoir d'où elle vient et à qui on l'emprunte.

La post-vérité est un concept importé des Etats-Unis, inventé par une frange de la société américaine : les représentants du conservatisme politique et religieux, qui imputent l'avènement de la post-vérité au relativisme de la gauche libérale. Cette gauche, biberonnée à la « French Theory » de Foucault et Derrida, aurait répandu dans les facultés de sciences sociales et les départements d'études littéraires l'idée que tout savoir n'est que le reflet d'un rapport de pouvoir, que la science n'est qu'une convention sociale friable et révisable, qu'aucune réalité n'échappe au discours qui l'énonce, que la vérité est une vieille lubie platonicienne, que la rationalité était responsable de l'Holocauste, que toutes les cultures se valent, que l'universel est la pierre angulaire de l'impérialisme européen et que le récit des groupes dominés est plus respectable que celui de leurs oppresseurs. La post-vérité ne viendrait donc pas de l'anti-intellectualisme des classes populaires – l'électorat déclassé de Donald Trump – mais, au contraire, d'une élite intellectuelle pressée de tout déconstruire.

En voulant se libérer des prescriptions imposées par l'Eglise et l'Etat, la gauche multiculturelle aurait, à partir des années 1970, annihilé l'idée même de vérité. La vérité

² MORIN, E., *La rumeur d'Orléans*, Paris, Seuil, 1969.

³ SCHUMPETER, J., *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1951, p. 394.

serait au mieux illusoire, au pire répressive. Il n'existerait que des vérités, toujours plurielles, subjectives et incommensurables. Les universitaires auraient abandonné la quête d'objectivité pour produire un savoir engagé, au service des opprimés. Les journalistes auraient ensuite emboîté le pas, en lançant des programmes d'*infotainment* taillés pour le présentateur vedette (Oprah Winfrey, Jon Stewart), au détriment de la qualité des informations. Enfin, les conseillers en communication seraient entrés dans la danse afin de vendre aux personnalités politiques des cours de *storytelling* destinés à leur attirer l'affection des électeurs. Les leaders du Parti démocrate auraient inventé une nouvelle figure de l'homme politique – calquée sur la figure de la pop-star – qui s'épanouit au milieu des strass, des paillettes et de la mise en scène de leur vie conjugale. En congédiant le souci de vérité, Bill Clinton et Barack Obama seraient ainsi les principaux artisans l'ère post-factuelle dont, ironie de l'histoire, Hilary Clinton deviendra la première des victimes et Donald Trump – animateur de *The Apprentice* dans sa vie antérieure – le plus grand virtuose.

Quand elle goûte aux délices de la généalogie, c'est Nietzsche que la droite américaine accuse d'avoir fomenté cette odieuse profanation. Il est vrai que, préfigurant la vague post-moderne, Nietzsche écrit quelque part que « les vérités sont des illusions dont on a oublié qu'elles le sont, des métaphores qui ont été usées et qui ont perdu leur force sensible » ; qu'il ajoute que « la vie a besoin d'illusions, c'est-à-dire de non-vérités tenues pour des vérités » ; et qu'il conclut qu'« il n'y a pas de faits, il n'y a que des interprétations ». Il est tout aussi vrai que, en remplaçant la sempiternelle question « qu'est-ce que la vérité ? » par « à qui profite l'idée d'une vérité éternelle et absolue ? », Nietzsche a introduit une sacrée dose de poil à gratter dans le dos des dogmatiques de tous bords. Qu'ils se vengent est de bonne guerre.

Rien n'oblige à croire le récit des conservateurs américains, élaboré afin d'affaiblir l'adversaire démocrate en lui imputant la responsabilité de la post-vérité, c'est-à-dire l'avènement du chaos actuel. (Avec, comme victimes collatérales de ce massacre à la tronçonneuse, Nietzsche, Foucault et Derrida ; pour lesquels je n'ai pas d'affection particulière mais qui, de ce que j'ai pu lire d'eux, sont plus subtils que les formules fracassantes auxquelles les *néocons* réduisent leur pensée : « la volonté de puissance », « la mort de l'homme », « l'absence de hors-texte ».)

Une étude du *Washington Post* révèle que lors de ses cent premiers jours de mandat, le nouveau président américain aurait fait 417 déclarations fausses ou trompeuses. Le *New York Times* signale pour sa part que le président raconte au moins un bobard 91% des jours de l'année.

Donald Trump est indétrônable. Ses frasques continuelles, son mépris compulsif et ostensible pour la réalité, son ignorance crasse, ses contradictions permanentes, ses promesses irréalisables, sa morgue, son insolence et sa bêtise l'ont hissé, loin devant ses concurrents, en figure emblématique du mensonge.

Mais il y a un contresens. Donald Trump n'est pas un menteur car, pour mentir, il faut avoir une idée de ce qu'est la vérité. Pour cacher la vérité, il faut la connaître. Or Donald Trump n'a pas la moindre idée de ce qui est vrai. Il n'a pas la moindre connaissance du monde. Il ne sait pas situer la France sur une carte. Son répertoire lexical est inférieur à celui d'un gastéropode. Son cortex est incapable d'assimiler plus d'une information à la fois. *Whatever* (peu importe) répond-il à quiconque lui oppose un argument convaincant. *Who cares* (qu'est-ce que ça peut faire ?) rétorque-t-il lorsqu'on pointe ses contradictions. Ses deux expressions favorites, grâce auxquelles il s'exonère de toute explication. Donald se fout éperdument des faits et de la logique. Seuls l'intéressent l'argent, le cul et le pouvoir. Pour obtenir ces trois choses, il est prêt à tout, y compris à raconter n'importe quoi.

Raconter n'importe quoi est différent de raconter un mensonge. Celui qui ment est capable de distinguer le vrai du faux. Celui qui raconte n'importe quoi est incapable de

distinguer le vrai du faux, et cette distinction ne l'intéresse aucunement. Il a plus urgent à faire : baiser, tweeter et amasser les billets.

Trump délivre du baratin et non du mensonge, il éructe des conneries et non des contre-vérités. Il est d'ailleurs possible qu'au milieu de son baratin se glissent involontairement des vérités. Cela ne lui fait ni chaud ni froid. Il ne s'en rend pas compte.

Le baratineur fait l'objet de moquerie. On le traite comme un abruti, on le tourne en dérision. On le prend pour un guignol. Les journalistes le caricaturent. Ses rivaux le considèrent comme un demeuré. Bref, personne ne le prend au sérieux. C'est une grave erreur, à double titre. D'abord parce que sa victoire aux élections prouve que le baratineur n'est pas aussi limité qu'on le croit. Il excelle au moins dans un domaine, qui n'est pas sans conséquences sur la vie de millions de gens : la politique. Ce simple fait devrait suffire à considérer le baratineur avec moins de suffisance.

Donald Trump est un virtuose de la communication, un orateur surdoué, qui a été élu grâce à ses rodomontades et non malgré elles. Il n'a reculé devant aucune fabulation, du faux certificat de naissance d'Obama à l'assassinat d'un témoin compromettant commandité par le couple Clinton. Sur l'immigration, l'économie et la criminalité, il a déversé une rafale de chiffres controuvés. Il a anéanti ses adversaires en les traitant de « losers » et en se moquant de leur physique. Stratégie que personne n'avait osé envisager avant lui.

La seconde erreur est de croire que le baratineur est inoffensif, qu'il représente un accident sans conséquence. Bien sûr, disent les commentateurs, ses idées sont nauséabondes. Mais, ajoutent-ils immédiatement, il n'aura jamais les moyens de les mettre en œuvre. Le Front national, écrit Marcel Gauchet avec un optimisme qu'on aimerait partagé, est « une banale force électorale qui, à supposer qu'elle accède au pouvoir, resterait dans les limites des libertés publiques et à la merci du verdict des urnes, sans la capacité d'étouffer les critiques virulentes que ne manquerait pas de soulever sa politique⁴ ».

Cette banalisation du danger fasciste se double d'une surestimation de la solidité des institutions démocratiques, dont l'histoire a prouvé qu'elles étaient périssables.

Le baratin est un poison mortel pour la démocratie. Car la démocratie repose sur un socle de vérité que le baratin érode. Un monde dans lequel on peut affirmer en toute impunité que « 2+2 font 5 », que « la liberté c'est l'esclavage » ou que « le concept de réchauffement climatique a été inventé par les Chinois dans le but de rendre l'industrie américaine non-compétitive » n'est plus un monde. C'est immonde.

Le menteur transforme la réalité tandis que le baratineur la détruit.

Il est temps de prendre le baratineur au sérieux, c'est-à-dire de le traiter comme un ennemi et non comme un clown, comme un fossoyeur de la démocratie et non comme un amuseur de galerie.

Il est temps également de rendre à Arendt ce qui appartient à Arendt. Le professeur américain Harry Frankfurt n'a pas – comme le serinent les gens pressés – inventé la distinction entre celui qui cache (le menteur) et celui qui détruit (le baratineur) la vérité⁵. Cet honneur revient à l'enfant terrible de la philosophie politique, dans un essai paru trois décennies plus tôt : « Le résultat d'une substitution cohérente et totale de mensonges à la vérité de fait n'est pas que les mensonges seront maintenant acceptés comme vérité, ni que la vérité sera diffamée comme mensonge, mais que le sens par lequel nous nous orientons dans le monde réel – et la catégorie de la vérité relativement à la fausseté compte parmi les moyens mentaux de cette fin – se trouve détruit⁶ ».

Dans le même texte, Arendt émet une précision capitale : si la démocratie se méfie de la vérité, elle suppose néanmoins un respect minimal des faits. La vigilance à l'égard d'un

⁴ GAUCHET, M., *Comprendre le malheur français*, Paris, Gallimard, 2016, p. 345.

⁵ FRANKFURT, H., *On Bullshit*, Princeton, Princeton University Press, 2005 [1986].

⁶ ARENDT, H., « Vérité et politique », in *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972 [1954], pp. 327-328.

pouvoir qui prétendrait monopoliser la vérité ne doit pas conduire à abandonner l'idée même de vérité. Sans quoi, tout serait permis et les citoyens mentiraient à leur guise. Il existe des données élémentaires brutales – c'est Donald Trump, et non Donald Duck, qui est devenu le 45^e président des Etats-Unis d'Amérique en janvier 2017. Ces données sont inattaquables, même par les plus fieffés séides du relativisme. En ce sens, ce n'est pas par hasard que la démocratie est sortie de terre au même endroit et en même temps que la géométrie, la botanique, l'arithmétique et l'astronomie : en Grèce antique. Il y a une affinité élective entre la souveraineté du peuple et la démarche scientifique, toutes deux tendues vers un idéal de vérité. Ce n'est pas non plus par coïncidence que, aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} en Europe, le régime féodal est ébranlé par des soulèvements démocratiques et, simultanément, la science effectue un formidable bond en avant avec Newton en physique, Lavoisier en chimie et Darwin en biologie. La communauté savante et la collectivité démocratique sont régies par des exigences analogues : impératif d'argumentation, existence d'un espace de délibération, droit à la critique, respect des procédures, recours à l'expérimentation.

En démocratie, l'Etat peut présenter les faits sous une forme plutôt qu'une autre, grâce à la propagande, aux programmes scolaires, aux médias publics. Il peut suggérer que le « Non » au référendum français de 2005 sur le Traité constitutionnel européen constitue une erreur de jugement ou que la colonisation a eu des bienfaits. Mais les faits résistent, ils ne sont pas malléables à merci. L'Etat ne peut pas affirmer que le peuple a voté « Oui » ou que c'est l'Afrique qui a colonisé l'Europe. S'il profère ces contre-vérités, c'est qu'il a basculé dans le totalitarisme.